

Etat des lieux sur la dynamique « Smart City » en Belgique : Un baromètre quantitatif

AUTEURS

Jonathan Desdemoustier, Chercheur-Doctorant, Smart City Institute, HEC Liège, Université de Liège (Belgique)

Prof. Nathalie Crutzen, Directrice, Smart City Institute, HEC Liège, Université de Liège (Belgique)

INTRODUCTION

Cette étude expose les résultats d'une **enquête quantitative auprès des communes belges**. Relevant des observations statistiques essentielles, elle fournit **une premier état des lieux scientifique et quantitatif du phénomène « Smart City » en Belgique**.

D'un point de vue conceptuel, cette étude repose sur **trois modèles** : le modèle SMART établi par Letaifa (2015), les trois composantes fondamentales de la Smart City (Technologie, Individus et Institutions) identifiés par Nam et Pardo (2011) et les six dimensions (Smart Economy, Smart Environment, Smart Governance, Smart Mobility, Smart People, Smart Living) de Giffinger (2007).

Les données ont été collectées via une **enquête en ligne** : 40 questions ont été envoyées aux 589 communes belges. Le questionnaire a été administré par l'intermédiaire d'une plateforme en ligne (SurveyMonkey). **Deux canaux de communication ont été utilisés afin de diffuser l'étude**. D'une part, le questionnaire a été envoyé à une base de données émanant de Belfius Banque et qui rassemble toutes les communes de Belgique. D'autre part, d'autres partenaires du Smart City Institute ont été invités à diffuser le questionnaire le plus largement possible dans leurs réseaux (en Wallonie, à Bruxelles et en Flandre). L'étude était disponible en deux langues : en français et en néerlandais. La collecte de données a pris **5 mois (de mai à octobre 2016)**. Les calculs et les traitements statistiques ont été effectués à l'aide du logiciel statistique SPSS.

L'étude est divisée en trois parties.

La première section s'intéresse à la façon dont les communes belges perçoivent le concept et le phénomène Smart City (définitions, composantes, dimensions, etc.). La deuxième section traite de la mise en œuvre de projets Smart City en Belgique (nombre de projets, acteurs impliqués, problèmes potentiels, besoin de sensibilisation, etc.). Enfin, la troisième section examine la façon dont les communes gèrent concrètement cette dynamique et ces projets.

CONSTATATIONS

Échantillon

113 communes belges ont pris part à l'étude (**taux de réponse = 19 %**).

Cet **échantillon est représentatif** de la population (communes belges) en termes de **géographie** (Wallonie, Flandre et Bruxelles) et en termes de **nature** (communes rurales et urbaines)¹. En termes de taille, les plus grandes communes belges sont surreprésentées dans l'étude : 8 des 9 communes de plus de 100.000 habitants et 23 des 31 communes de plus de 50.000 habitants ont répondu.

La grande majorité des répondants sont des **directeurs généraux** et des chefs de service des communes belges (55 % des répondants).

Résultats

1. Comment les communes belges perçoivent-elles le phénomène Smart City ?

Le phénomène Smart City est principalement perçu comme (1) « un défi technologique », (2) une source d'« opportunités pour les villes » et (3) « l'avenir des villes ». Alors que les communes urbaines et flamandes considèrent principalement ce phénomène comme une opportunité, il est plutôt perçu comme un **défi technologique** dans les communes rurales, ainsi qu'à Bruxelles et en Wallonie.

- Globalement, les communes belges placent la **composante humaine** des Smart Cities avant les aspects technologiques et institutionnels. Une fois de plus, seules les communes rurales et wallonnes mettent en exergue la composante technologique.
- **En Belgique, 66 % des communes se sentent concernées par le concept de Smart City.** Malgré cette constatation générale, **34 % des communes rurales et 45 % des communes wallonnes** estiment que le concept **ne les concerne pas** ou n'est pas approprié pour elles. À l'inverse, la grande majorité des communes urbaines, flamandes et bruxelloises se sentent fortement concernées (respectivement 77 %, 84 % et 88 %).

2. Comment les communes belges mettent-elles en œuvre les projets Smart City ?

Les répondants ont énuméré 264 projets Smart City en Belgique.

- Par rapport aux six dimensions des Smart Cities (Giffinger, 2017), la plupart des projets concernent **(1) le Smart Environment** (75 projets), **(2) la Smart Governance** (58 projets), **(3) le Smart Living** (46 projets) et **(4) la Smart Mobility** (32 projets).

¹ On relève à Bruxelles 8 répondants sur les 19 communes que compte la Région. Avec 8 répondants, en dépit du taux de représentativité le plus élevé (42 %), on note une fluctuation plus importante des réponses.

- Il est intéressant de comparer les observations précédentes avec les priorités avancées par les communes. La première priorité (d'investissement) réside dans la « **Gouvernance et les E-services** », suivie de l'« **Efficacité énergétique** » et de la « **Mobilité durable** ». Il y a donc un écart entre la réalité (les projets mis en œuvre) et les priorités énoncées par les communes belges.
- **Selon les répondants, les pouvoirs publics sont à l'initiative de 80 % des projets Smart City en Belgique.** Le secteur privé est le deuxième initiateur de projets (10 % des projets). Jusqu'à présent, la Société Civile et le secteur de la recherche ont apporté une contribution marginale au lancement de tels projets en Belgique (respectivement 5 % et 4 % des projets ont été lancés par ces acteurs).
- Les principaux acteurs impliqués dans les projets Smart City sont:
 - N° 1 : le bourgmestre (3,7/5)
 - N° 2 : l'administration communale et ses différents services (3,5/5)
 - N° 3 : le conseil communal (2,8/5)
 - N° 4 : le gouvernement régional et son administration (2,2/5)

Les institutions fédérales et provinciales sont les acteurs considérés comme les moins impliqués dans cette dynamique.

Les répondants estiment également que les acteurs privés ne sont actuellement pas très impliqués dans la dynamique Smart City en Belgique. Ils leur ont en effet attribué un score très bas en termes d'implication (entre 1,7 et 2,2/5). Les consultants ont obtenu le score le plus élevé (2,1/5) et les multinationales le plus bas (1,7/5).

La même observation peut être faite pour les acteurs de la Société Civile, ainsi que pour les experts scientifiques.

En résumé, jusqu'à présent, **les acteurs publics locaux sont clairement perçus comme étant les acteurs centraux et prédominants impliqués dans la mise en œuvre des projets Smart City en Belgique.**

- Globalement, les communes belges estiment qu'**il est difficile de mettre en œuvre un projet Smart City** sur leur territoire.

Les **trois principaux obstacles** à la mise en œuvre d'un projet Smart City sont les suivants :

- N° 1 : la disponibilité des moyens financiers
- N° 2 : une **expertise disponible insuffisante** dans l'administration
- N° 3 : la **complexité de la mobilisation et l'implication des différentes parties prenantes** dans la dynamique.

En outre, l'absence ou l'insuffisance d'un soutien politique, ainsi que la difficulté de mettre en œuvre de nouvelles technologies et d'impliquer la Société Civile, sont *également* identifiées comme des obstacles potentiels au déploiement de projets Smart City en Belgique.

Pour surmonter ces obstacles, les répondants estiment qu'il est **essentiel de former et de sensibiliser les différents intervenants à la dynamique Smart City et à ses défis**. Ils citent divers outils susceptibles d'être utiles dans ce contexte : ateliers, séances d'information et même un guide pratique rassemblant des recommandations concrètes sur le sujet. Selon les communes belges, le public principal de ces outils devrait être les autorités locales, les organismes publics et les citoyens.

3. Comment les communes belges gèrent-elles la dynamique Smart City ?

- 25 % des communes belges estiment que leur stratégie locale correspond le mieux au label « **Living City** ». 20 % des répondants préfèrent le label « Smart City » et 18 % privilégient le label « Ville durable ».
- **Seules 11 communes affirment disposer d'une stratégie Smart City**. Toutefois, 10 communes ont intégré une composante/section « Smart City » dans leur stratégie générale. 12 communes ont clairement l'intention d'en élaborer une à l'avenir.
- Les **autorités locales** (bourgmestre, collège communal et conseil communal) sont responsables de la **gestion stratégique des projets Smart City**. L'administration est pour sa part responsable de la gestion opérationnelle.
- **17 communes belges ont désigné un ou plusieurs responsables de projets Smart City (généralement nommés « Smart City managers »)**. La majorité de ces communes se trouvent en **Wallonie (9 communes)**. On en relève six en Flandre et deux à Bruxelles.
59 % des managers Smart City travaillent au sein du **service stratégique de la commune**.

Aucune commune ne compte engager un Smart City manager à l'avenir.

- Aucune commune n'a de service ou de département spécifique pour traiter des matières liées à la thématique Smart City, et aucun des répondants n'envisage d'en créer un.

CONCLUSION

Globalement, **les communes belges considèrent le phénomène Smart City comme une opportunité pour elles, ainsi que comme l'avenir des villes**. Toutefois, à l'heure actuelle, le concept continue surtout d'être perçu comme un **défi technologique**. Cette conception est

plus marquée dans les communes rurales et wallonnes.

La plupart des communes belges se sentent (haute)ment concernées par le concept de Smart City, sauf en Wallonie et dans les zones rurales.

Les projets Smart City sont perçus comme compliqués à mettre sur pied. La disponibilité des moyens financiers, le **manque d'expertise au sein de l'administration** et la **complexité de la mobilisation et l'implication des différentes parties prenantes** sont identifiés comme étant les principaux obstacles à la mise en œuvre de projets Smart City. Les communes belges demandent des outils tels qu'un guide pratique, des séances de formation et d'information ou des ateliers sur le sujet.

La plupart des communes belges n'ont pas mis sur pied de stratégie et de gestion Smart City spécifique. Seules 11 communes disposent d'une stratégie Smart City et elles ne sont que 17 à avoir un Smart City manager.

L'étude montre que les communes belges considèrent la dynamique Smart City comme un processus TOP-DOWN qui implique surtout des acteurs publics locaux. De fait, selon elles, ce sont les pouvoirs publics qui ont lancé la grande majorité des projets. En outre, ce sont principalement les autorités communales et leurs administrations qui y sont impliquées et qui les gèrent. Pour l'instant, les répondants perçoivent donc l'implication des acteurs privés, de la Société Civile et d'autres experts (scientifiques) comme très limitée.

Toutefois, ils semblent comprendre que la dynamique et les projets Smart City exigent l'implication d'un nombre plus élevé d'acteurs. En effet, les répondants estiment que la mobilisation des différentes parties prenantes est le troisième obstacle le plus important à la mise en œuvre de projets Smart City en Belgique.